

ANTIDOTE hebdo



Tous ensemble !

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 122 / 25 septembre 2012



SABRAGE DE PRÉCAUTION

L'application du **plan de qualification 2012** aurait dû conduire à la promotion de 631 contrôleurs de 1^{ère} classe au grade de contrôleur principal.

La DG, reniant les engagements pris par le ministre, n'en propose que 469, au motif d'un fumeux « principe de précaution » dans l'attente du plan ministériel définitif... ça commence bien !



Cela augure bien mal de la reconnaissance des qualifications pour toutes les catégories.

L'ensemble des élus ont refusé de siéger à la CAPN du 13/09.

Une **pétition unitaire** appelle au respect des engagements et à l'ouverture de négociations : faites lui bon accueil.

SOS RENFORTS

Relevé dans le rapport de gestion 2011 de la DRFIP :

40,3% des moyens de l'EDRA ont été affectés aux conservations des hypothèques. Ce qui n'a pas empêché la détérioration des délais de publication des actes déposés : on en était en moyenne à 63 jours fin 2011, contre 12 fin 2009. Et la situation empire encore, avec comme conséquence du contentieux de taxe foncière, et l'alimentation avec retard de l'application de BNDP, qui sert au contrôle du patrimoine.

En CTL, notre onniscient directeur du pôle fiscal a livré son explication : c'est la faute à la reprise dans le secteur de l'immobilier...

Nous, on a plutôt l'impression que la saignée dans les effectifs, avec Télé@cte pour alibi, y est pour beaucoup. Sans compter que les renversements de tendance, dans l'immobilier, c'est assez prévisible, non ?

RÈGLE D'OR OU MATRAQUE DE PLOMB ?

le 30 septembre, manifestation nationale contre la ratification du « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG). La Fédération CGT des Finances appelle à y participer « Règle d'or » budgétaire, obligation de réformes structurelles, droit de contrôle de la Commission européenne sur les budgets nationaux sacraliseraient l'austérité comme unique horizon.

Le projet de budget 2013 s'inscrit déjà dans cette perspective : pour la fonction publique notamment, c'est encore moins d'emplois et le gel des salaires qui se poursuit.

Dans un communiqué commun du 21/09, CGT, FSU, Solidaires et UNEF réaffirment leur opposition au TSCG, qu'elles jugent économiquement inefficace et socialement injuste :

<http://www.ugff.cgt.fr/spip.php?article2886>

La CGT a pris l'initiative d'une pétition à destination des parlementaires français les appelant à se prononcer contre la ratification du traité et pour la mise en œuvre du contrat social proposé par l'ensemble des confédérations européennes réunies au sein de la CES



Elle circule dans les services Signons la tous !

QUAND JE SERAI RETRAITÉ-E...

...je serai un salaud de vieux. Non seulement je ne produirai plus, mais je coûterai cher.

La baisse du niveau des pensions au travers des réformes successives ne suffit apparemment pas à la Cour des Comptes qui vient de rendre un rapport orienté et non objectif, et qui préconise diverses mesures : suppression de l'abattement de 10%, suppression des allègements de taxe d'habitation et de taxe

foncière, suppression des exonérations de cotisations pour les retraités employeurs (par exemple pour une aide à domicile), suppression de la majoration pour avoir élevé 3 enfants, augmentation de la CSG, soumission des pensions aux cotisations d'assurance maladie...

Les femmes, gros bataillon des pensions les plus faibles, seraient particulièrement touchées.

940 000 personnes au minimum vieillesse, plus d'un million en dessous du seuil pauvreté : combien demain avec ces mesures ? Les 5 milliards ainsi récupérés dans leur poche appauvriraient des millions de retraités qui ne sont, en proportion, pas plus nantis que les actifs (futurs retraités par ailleurs) à qui on tente de les opposer.

Les organisations syndicales de retraités appellent à une **action unitaire le 11 octobre** devant l'assemblée nationale

URGENCE EMPLOI

Plans sociaux qui se multiplient comme chez PSA, chômage partiel qui s'étend comme aux chantiers STX à Saint-Nazaire, 3 millions de chômeurs et 6 millions de travailleurs en situation de sous-emploi et de précarité : il y a urgence à changer de cap.

Ce qui plombe la compétitivité des entreprises, ce n'est pas le niveau des salaires : aujourd'hui, la part des salaires dans les richesses créées est moindre qu'en 1945. La part des dividendes, elle, ne fait qu'augmenter, au détriment des salaires, mais aussi de l'investissement.

Le 9 octobre, l'emploi lié aux forts enjeux industriels sera le thème d'une mobilisation dans plusieurs pays à l'initiative de la Fédération européenne de l'industrie.

La CGT organise dans ce cadre 7 manifestations inter-régionales. Une délégation de la CGT Finances Publiques 44 participera à celle de Rennes.

BESOIN D'ÉVASION ?

Qui prétend que le Portail Métiers-Recouvrement est d'un ennui mortel ne le lit pas attentivement...

Antidote recommande le journal de l'attachée fiscale pour l'Italie (page d'accueil, rubrique nouveautés / contrôle fiscal, à la date du 10/09), et particulièrement l'opus de septembre intitulé « **Les nouveaux randonneurs** ».

Chez nous ils ne choisissent pas tous la Suisse :



Plutôt que d'invoquer un patriotisme économique et fiscal qui doit bien faire rigoler du côté de Neuilly, le gouvernement serait bien inspiré de mener, au niveau national et européen, une politique vigoureuse de lutte contre les paradis fiscaux, l'évasion et la fraude fiscale. Et de donner aux services concernés les moyens humains, matériels et juridiques nécessaires.

HMI

La CGT va à votre rencontre :

le **2 octobre** à Rezé, Le Loroux-Botttereau, Savenay et Ponchâteau,

le **11 octobre** à Saint-Nazaire municipale.

En prévision : Montoir, Blain, Nort-sur-Erdre